

# Indice de gouvernance et des politiques publiques en gestion des risques et des désastres (iGOPP)

## Rapport National d'Haïti

Sergio Lacambra  
Hori Tsuneki  
Gines Suarez  
Lina Salazar  
Rolando Duran  
Ana Maria Torres  
Ernesto Visconti

Division de l'environnement, du  
développement rural et de la  
gestion des risques de  
catastrophes

NOTE TECHNIQUE N°  
IDB-TN-01534

# Indice de gouvernance et des politiques publiques en gestion des risques et des désastres (iGOPP)

## Rapport National d'Haïti

Sergio Lacambra  
Hori Tsuneki  
Gines Suarez  
Lina Salazar  
Rolando Duran  
Ana Maria Torres  
Ernesto Visconti

Catalogage avant publication de la  
Bibliothèque Felipe Herrera de la  
Banque Interaméricaine de Développement

Indice de gouvernance et des politiques publiques en gestion des risques et des  
désastres (iGOPP): rapport national d'Haïti / Sergio Lacambra, Tsuneki Hori, Ginés  
Suárez, Lina Salazar, Rolando Durán, Ana María Torres, Ernesto Visconti.

p. cm. — (Note technique de la BID ; 1534)

1. Natural disasters-Government policy-Haiti. 2. Emergency management-Government  
policy-Haiti. 3. Environmental risk assessment-Government policy-Haiti. I. Lacambra,  
Sergio. II. Tsuneki, Hori. III. Suárez, Ginés. IV. Salazar, Lina. V. Durán, Rolando. VI.  
Torres, Ana María. VII. Visconti, Ernesto. VIII. Banque Interaméricaine de  
Développement. Division de l'environnement, du développement rural et de la gestion  
des risques de catastrophes. IX. Collection.  
IDB-TN-1534

JEL CODE: Q540

Mots clés: indice, gouvernance, gestion des risques de catastrophes, politique publique

<http://www.iadb.org>

Copyright © 2016 Banque Interaméricaine de Développement (BID). L'œuvre ci-présente est sous une Licence Creative Commons IGO 3.0 Paternité - Pas d'utilisation commerciale - Pas de travaux dérivés (CC-IGO BY-NC-ND 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>) et peut être reproduite à la condition de l'attribuer à la BID et pour tous les types d'utilisation non commerciales. Les œuvres de types dérivées sont interdites.

Toutes les différences concernant l'usage des produits de la BID qui ne peuvent être résolues amicalement, doivent être soumises à la procédure d'arbitrage conformément aux règles UNCITRAL. Le nom de la BID peut être utilisé seulement pour l'attribution de l'œuvre à la BID. Dans tous autres cas, l'utilisation du nom de la BID et l'utilisation du logo de la BID est interdit et il sera nécessaire d'avoir un autre accord de licence convenu entre la BID et l'utilisateur.

N.B Le lien ci-dessus contient des informations supplémentaires sur les termes et conditions de la licence.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque Interaméricaine de Développement, de son Conseil d'administration ou des pays qu'elles représentent.



Ce document a été préparé par :

Les spécialistes de la BID en gestion des risques : Sergio Lacambra, Ginés Suárez et Tsuneki Hori.

Les consultants externes en gestion des risques et adaptation au changement climatique : Rolando Durán, Ana María Torres en tant qu'expert en protection financière et Ernesto Visconti.

La collaboration inestimable du gouvernement d'Haïti a également été comptée.

L'élaboration et la publication de ce document ont été financées par le biais de la coopération technique régionale RG-T2064, financée par le Fonds multidonateurs pour la prévention des catastrophes avec des contributions du Canada, de l'Espagne, du Japon et de la Corée.

## Table des matières

<b>Résumé analytique .....</b>	<b>4</b>
<b>I. Introduction :.....</b>	<b>7</b>
<b>II. Cadre institutionnel .....</b>	<b>13</b>
<b>III. Analyse par élément .....</b>	<b>15</b>
<b>a. Cadre général de gouvernance pour la gestion des risques et des désastres (MG).....</b>	<b>18</b>
<b>b. Identification des risques (IR) .....</b>	<b>22</b>
<b>c. Réduction des risques (RR) .....</b>	<b>25</b>
<b>d. Préparatifs de la réponse (PR) : .....</b>	<b>28</b>
<b>e. Planification de la récupération (RC).....</b>	<b>31</b>
<b>f. Protection financière (PF) : .....</b>	<b>34</b>
<b>IV. Conclusions .....</b>	<b>39</b>
<b>V. Recommandations de réforme politique.....</b>	<b>40</b>

## Index graphique

Graphique 1 : iGOPP Haïti : Eléments de réforme de politique publique en GRD.....	5
Graphique 2 : Phases de la politique publique selon l'iGOPP appliquées pour Haïti.....	6
Graphique 3 : Eléments de réforme de la politique publique en GRD, selon l'iGOPP Haïti (2013) .....	16
Graphique 4 : Phases de la politique publique selon l'iGOPP Haïti (2013) .....	17
Graphique 5 : Cadre général de gouvernance pour la GRD par phases de la Politique publique. Haïti (2013) .....	19
Graphique 6 : Identification des risques pour les différentes phases de la Politique publique Haïti (2013).....	23
Graphique 7 : Réduction du risque par phase de Politique publique. Haïti (2013).....	26
Graphique 8 : Préparation de la réponse par phases de la Politique Publique. Haïti (2013).....	29
Graphique 9 : Planification de la récupération par phase de la Politique publique Haïti (2013)...	32
Graphique 10 : Protection financière par phase de la Politique publique Haïti (2013).....	35

## **Index de la table**

Tableau 1. Classification et codage de l'iGOPP.....	12
Tableau 2 : Eléments de réforme de la politique publique en GRD, selon l'iGOPP Haïti (2013).	15
Tableau 3 : Phases de la politique publique selon l'iGOPP Haïti (2013).....	16
Tableau 4 : Cadre général de gouvernance pour la GRD par phases de la Politique publique Haïti (2013).....	18
Tableau 5 : Identification des risques pour les différentes phases de la Politique publique. Haïti (2013).....	23
Tableau 6 : Réduction du risque par phase de Politique publique Haïti (2013).....	26
Tableau 7 : Préparation de la réponse par phase de Politique publique Haïti (2013).....	29
Tableau 8 : Planification de la récupération par phase de la Politique publique Haïti (2013).....	32
Tableau 9 : Protection financière par phase de la Politique publique. Haïti (2013).....	34

## Résumé analytique

Haïti est un cas particulier en ce qui concerne la structure institutionnelle de gestion des risques. Même si en termes d'évolution historique, nous pouvons dire que ce pays présente des fonctionnements similaires au reste de la région, avec une structure et une législation initialement focalisée sur une stratégie de réponse, qui par la suite a évolué vers une approche systémique et préventive, Haïti n'a pour l'instant pas réussi à établir de cadre juridique précis. En fait, la structure actuelle fonctionne sans le soutien d'une Loi constitutive.

En 2001, le Conseil des Ministres a approuvé le Plan National de Gestion des Risques et Désastres. Cette approbation, pour des raisons de crises politiques continues au sein du pays et de son impact sur la disponibilité d'archives et de documents de diverses périodes, n'a pu être éditée ni au format papier, ni au format électronique. A cette époque, le Plan national avait mis en place une structure organisatrice et stratégique qui, jusqu'à ce jour, fonctionne avec une reconnaissance nationale et internationale.

L'un des aspects que l'on a pertinemment pu observer pendant la crise après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, a été le fonctionnement de la structure locale prévue dans le Plan National de Gestion des Risques et des Désastres. A différentes reprises, cette structure avait également été validée, par le biais d'outils législatifs nationaux et de projets internationaux, entre autres.

Le Système National de Gestion des Risques et des Désastres de ce fait existe et fonctionne pratiquement dans toutes les structures, sauf au sein de le Comité nationale.

Le Secrétariat Permanent de Gestion des Risques et des Désastres (SPGRD) est une structure multi-institutionnelle, coordonnée par le Ministère des Affaires Sociales, qui non seulement est opérationnel, mais qui se réunit également de manière régulière, chaque semaine.

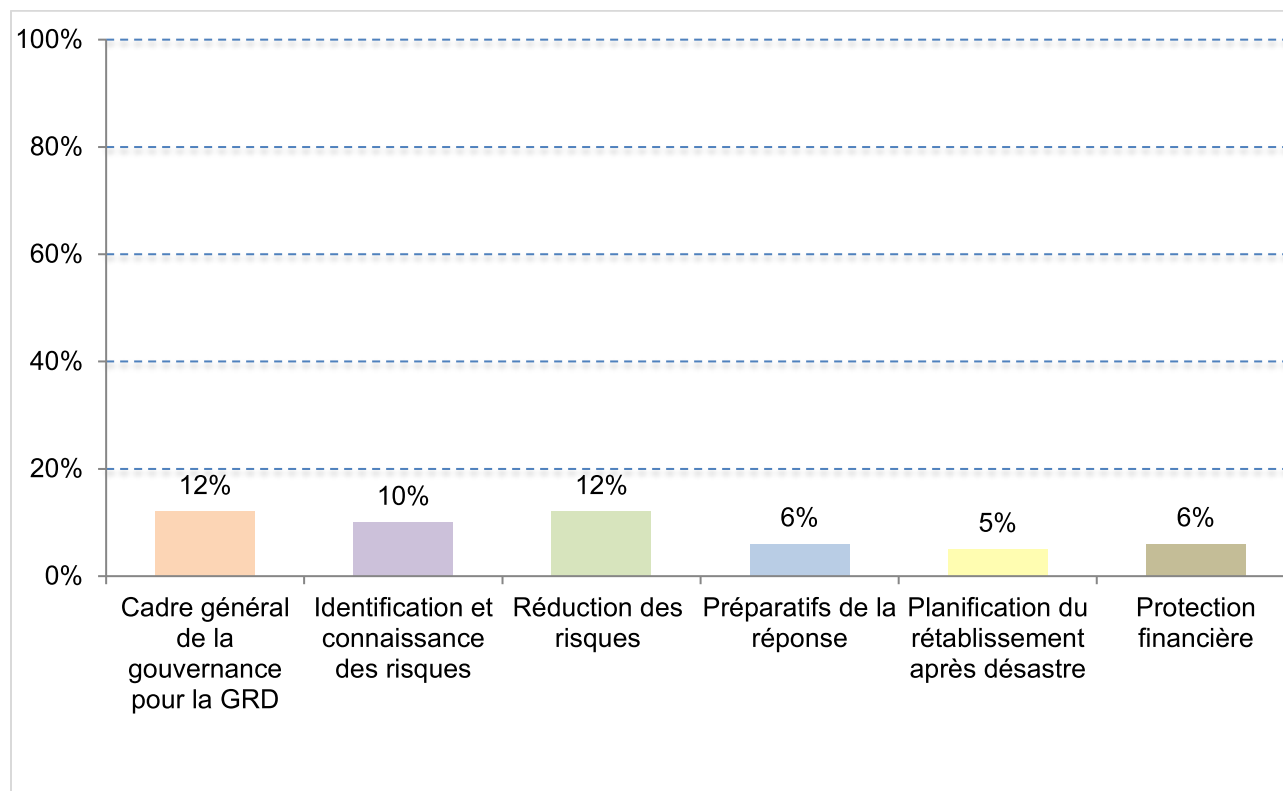
Les Comités thématiques et sectoriels constituent une instance de coordination envisagée par le Plan, dont plusieurs possèdent une dynamique active, tels que : L'Education et la Formation, les Codes de Construction et l'Alerte précoce aux inondations.

Depuis la création de la Protection civile, la structure civile fonctionne, avec plus de 100 comités communaux (municipaux) organisés suivant un schéma de fonctionnement spécifique.

Lors de l'application de l'indice de gouvernance et des politiques publiques en gestion des risques et des désastres (iGOPP), nous avons constaté une conformité de 7% des indicateurs, qui situe le pays dans un rang « faible ».

En ce qui concerne les différents éléments de politique, il est possible d'observer que le Cadre général pour la Gouvernance atteint un niveau plus élevé de conformité, avec 12,50%, et un niveau de Réduction des Risques de 10,36%. Ces deux éléments sont des indicateurs déterminants, mais ils se maintiennent, même avec ces valeurs, à un rang « faible », comme pour l'ensemble de tous les indicateurs établis par l'iGOPP. L'élément de Protection financière ne réunit que deux indicateurs et celui de Planification de la récupération après désastre en fait partie.

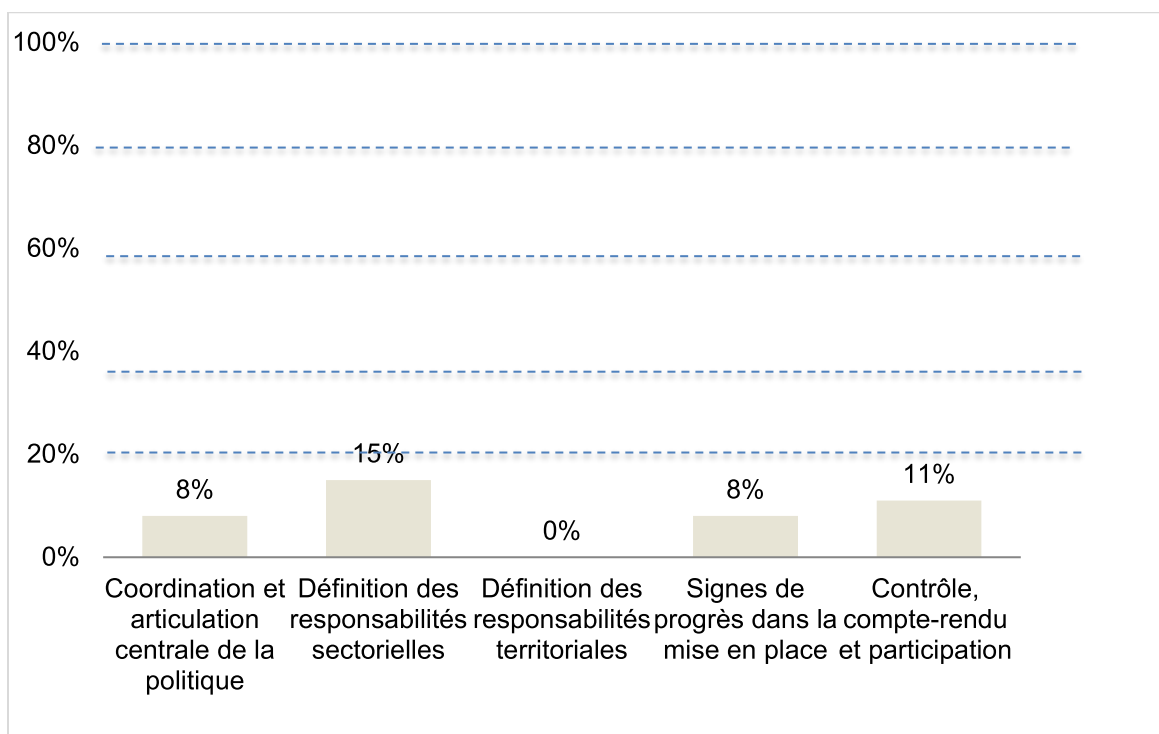
**Graphique 1: iGOPP Haïti : Eléments de réforme de politique publique en GRD**





En ce qui concerne les phases de politique publique, nous constatons également un rang « faible », avec une forte corrélation entre les différentes phases, qui oscillent entre 8% et 11%, à l'exception de la Définition des Responsabilités territoriales, qui ne regroupe aucun indicateur

**Graphique 2 : Phases de la politique publique selon l'IGOPP appliquées pour Haïti**



## I. Introduction

L'indice de gouvernance et de politiques publiques de gestion des risques et des désastres (iGOPP) a été mis en place afin d'évaluer l'existence formelle, et par conséquent vérifiable, d'une série de conditions légales, institutionnelles et budgétaires, considérées comme fondamentales pour que les processus de gestion des risques des désastres puissent être mis en place dans un pays donné.

L'iGOPP ne remplace et ne se substitue à aucun autre indicateur en rapport avec le sujet, mais vient au contraire compléter les différentes méthodologies existantes permettant d'évaluer l'holistique du risque et de la gestion du risque des désastres.

L'utilité pratique de l'iGOPP consiste à définir les failles des secteurs juridique, institutionnel et budgétaire, qui peuvent exister dans un pays donné et aide à concentrer les efforts du pays en question, et de la BID, sur les aspects concernés par la réforme de la gouvernance, dans le but d'améliorer les options de politique publique de gestion des risques des désastres dans les pays d'Amérique latine et Caraïbes.

L'iGOPP est un indicateur composé ou synthétique, permettant de vérifier si dans un pays donné les conditions de gouvernance adéquates s'offrent à lui, afin d'implanter une politique publique dédiée à la gestion intégrale des risques et des désastres. En ce sens, ce système permettrait de définir dans quelles mesures les actions politiques et les réformes du gouvernement, ainsi que ses institutions, seraient consécutives aux objectifs, résultats et procédés de la gestion des risques et des désastres.

Le schéma de l'iGOPP se base sur deux piliers conceptuels :

- Le cadre conceptuel de la Gestion des Risques et des désastres et ses principaux processus
- Le cadre conceptuel de la gouvernance et les phases de politique publique

La **Gestion des Risques et des Désastres** (GRD) se réfère à tous les processus de conception, mise en place et évaluation des stratégies, politiques et mesures visant à améliorer la

compréhension des risques de désastres, à développer la réduction, rétention et le transfert des risques de désastre, et à promouvoir une amélioration continue des pratiques de préparation, d'intervention et de rétablissement dans des cas de désastre, dans le but explicite d'accroître la sécurité humaine, le bien-être, la qualité de vie, la résilience et le développement durable. Elle comprend les gestions prospective, corrective et réactive des risques. La GRD constitue une politique de développement essentielle pour assurer la viabilité et la sécurité du territoire et les droits et intérêts collectifs, et est donc intrinsèquement associée à la planification du développement durable et à la gestion environnementale des territoires à tous les niveaux gouvernementaux.

Dans le cadre conceptuel de l'IGOPP, la GRD est traitée comme étant l'ensemble des procédés visant à adopter et mettre en place des politiques, stratégies et pratiques pour réduire les risques et ses effets potentiels, et l'analyse se base sur six éléments nécessaires à sa mise en œuvre effective. Le choix de ces composants est basé sur l'expérience des processus de réforme des politiques développées par la Banque :

1. Cadre Général de gouvernance pour la GRD (CG) : Cet élément fait référence à l'existence d'une base réglementaire adéquate pour l'organisation et la coordination de la GRD dans chaque pays, qui comprend des règles spécifiques sur la GRD ainsi que des lois habilitantes à la fois territoriales et sectorielles pour assurer leur viabilité. De même, la disponibilité des ressources pour mettre en œuvre les processus de la GRD, et la mise en place de mécanismes appropriés pour l'information et la participation du public, ainsi que le suivi, l'évaluation et la surveillance de ces processus
2. Identification et connaissance des risques (IR) : Il s'agit du processus de la GRD axé sur la connaissance des origines, causes, portée, fréquence et développements potentiels, entre autres choses, des phénomènes potentiellement dangereux, y compris l'emplacement, les causes, l'évolution et la capacité à résister et à rétablir les éléments socio-économiques exposés. Ce processus comprend l'analyse anticipée des connaissances et accepte tant les interprétations objectives et scientifiques que celles de perception sociale et individuelle. Le cadre conceptuel de l'IGOPP fait référence à l'existence d'un cadre réglementaire, institutionnel et budgétaire afin de permettre le développement continu de l'outil d'analyse des risques, outil qui permet l'identification et l'évaluation des dommages potentiels et pertes causées par des événements naturels.

3. Réduction des risques (RR) : Processus de la GRD visant à minimiser les vulnérabilités et les risques dans une société, pour éviter (prévention) ou limiter (atténuation) l'impact négatif des menaces, au sein du vaste contexte du développement durable. Ce processus comprend les interventions préventives et correctives des risques de désastres, et pour que leur mise en œuvre soit adéquate, il est nécessaire de disposer d'une bonne base d'informations sur les conditions des risques. Dans le cadre conceptuel de l'IGOPP, une référence est faite à l'existence d'un cadre réglementaire, institutionnel et budgétaire afin de permettre une intervention propice et appropriée des causes qui génèrent les conditions de vulnérabilité actuelle.
4. Préparation de la réponse (PR) : Il s'agit du processus de la GRD visant à planifier, organiser et tester les procédures et les protocoles d'intervention de la société en cas de désastres, en garantissant une assistance adéquate et utile aux personnes touchées, permettant ainsi de normaliser les activités essentielles dans la zone touchée par le désastre. La préparation est effectuée en surveillant les événements et la définition des scénarios des risques, la planification, l'organisation, l'entraînement, la dotation des ressources et de simulation pour les actions d'alerte, l'évacuation, la recherche, le sauvetage, les secours, et l'aide humanitaire qui doivent être effectués en cas d'urgence. Dans le cadre conceptuel de l'IGOPP, une référence est faite à l'existence d'un cadre politique, institutionnel et budgétaire afin de permettre la mise en œuvre de mécanismes de réponse rapide et appropriée à l'apparition ou l'imminence d'une situation d'urgence.
5. Planification de la récupération après désastre (RC) : Ce processus préalable se centre sur la préparation de la restauration rapide et adéquate de conditions acceptables et durables de vie à travers la réhabilitation, la réparation ou la reconstruction des infrastructures, des biens et services détruits, interrompus ou endommagés dans la zone touchée, et la réactivation ou la promotion du développement économique et social de la collectivité dans des conditions de risques plus faibles que ce qui existait avant la catastrophe. Le cadre conceptuel de l'IGOPP renvoie à l'existence d'un cadre politique, institutionnel et budgétaire afin de permettre la mise en œuvre de mécanismes pour la restauration des moyens de subsistance, des services basiques et des infrastructures de sorte à ce que l'improvisation et l'inefficacité soient réduites, dans les processus de relèvement après une catastrophe.

6. Protection financière (PF) : Il s'agit du processus de la GRD qui recherche la combinaison optimale de mécanismes ou d'outils financiers de conservation et de transfert du risque pour pouvoir accéder ex post à des ressources économiques appropriées, qui améliore la capacité à répondre à la fréquence des désastres (catastrophes mineures et récurrentes, et majeures à faible récurrence) et protège l'équilibre budgétaire de l'État.<sup>1</sup> Dans le cadre conceptuel de l'IGOPP il est question d'un cadre politique, institutionnel et budgétaire qui permette la conception et la mise en œuvre d'une structure de rétention appropriée et le transfert du risque de désastres.

Par ailleurs, la **gouvernance** se réfère à la capacité du gouvernement face à un problème public. Cette capacité se traduit par la gestion continue et stable de l'ensemble des gouvernements et administrations, mais aussi du secteur privé et des parties prenantes d'un pays. Dans la mesure où la capacité du gouvernement augmente face au problème, il faudrait observer plus d'efficacité concernant les décisions prises et les politiques mises en œuvre afin d'éviter un plus grand nombre de conséquences négatives en cas de désastres.

Dans le cadre conceptuel de l'IGOPP, la gouvernance est abordée du point de vue de la perspective des étapes du procédé de politiques publiques, y compris ce qui suit :

A. Insertion dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique

L'insertion dans l'agenda répond en grande partie à la maturité du problème public et au niveau de la pression politique et sociale que reçoivent les institutions. Pour que les dirigeants politiques et les pressions sociales et économiques conduisent à une action de fond, il peut être nécessaire que le niveau politique avance de manière significative en vue de définir les responsabilités des différents acteurs impliqués dans le processus d'analyse. L'IGOPP analyse l'intégration dans l'agenda par la vérification de l'existence de cadres légaux appropriés pour la GRD, ou l'intégration de la question des normes sectorielles et territoriales. L'IGOPP analyse l'intégration dans l'agenda et la formulation de la politique publique à trois niveaux : (i) Coordination et articulation centrale de la

---

<sup>1</sup> Ghesquiere y Mahul, (2010). Financial Protection of the State against Natural Disasters, A Primer, The World Bank, Latin American and the Caribbean Region, Finance and Private Sector Development, Sustainable Development Network, September 2010

politique ; (ii) définition des responsabilités sectorielles ; et (iii) définition des responsabilités territoriales.

**B. Mise en œuvre de la politique**

L'IGOPP analyse les évidences de mise en œuvre via la vérification des actions effectuées et/ou la disponibilité de ressources assignées aux acteurs responsables de la mise en œuvre de la politique de la GRD, dans ses divers niveaux et composantes du gouvernement.

**C. Evaluation de la politique**

L'IGOPP traite l'évaluation de la politique publique du point de vue de l'existence de mécanismes de contrôle et de responsabilité, d'une part, et l'information et la participation du public, d'autre part.

Les deux dimensions (GRD et Gouvernance/Politique publique) sont évidentes dans la structure de la matrice de l'IGOPP (voir le tableau 1), définie par 5 colonnes analysant les phases de la politique publique, et par 6 lignes qui analysent les procédés de réforme de politique publique en GRD. Cette structure de matrice se présente sous forme de 30 cellules, qui constituent un nombre variable d'indicateurs binaires.

La grille d'évaluation de l'indice va de 0 à 100 et nous établissons le système de classification suivant :

<b>%</b>	<b>Estimation</b>
91 - 100%	Très bien
71 - 90%	Assez bien
41 - 70%	Appréciable
21 - 40%	Naissant
0 - 20%	Faible

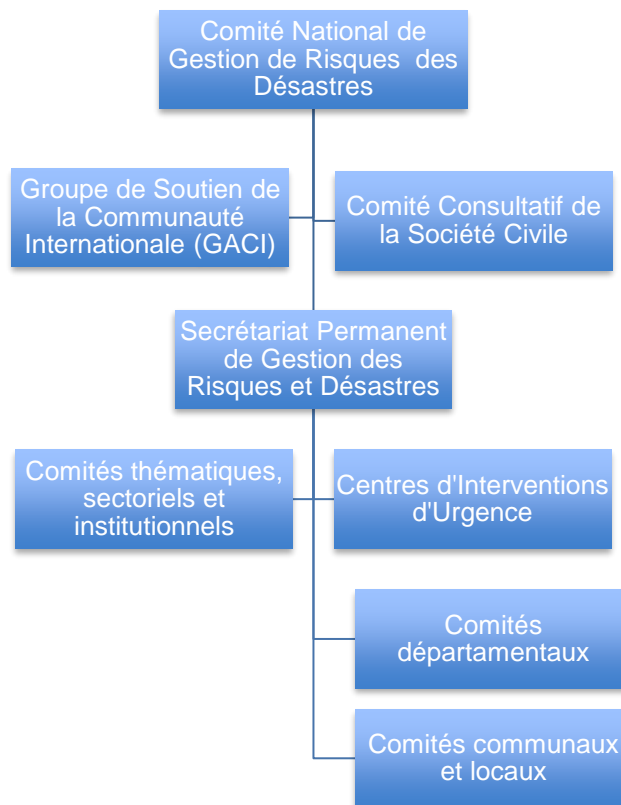
Phases de politique publique Eléments de la réforme de politique publique en GRD	1. Insertion dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique			2. Mise en place de la politique	3. Evaluation de la politique :
	Coordination et articulation centrale de la politique	Définition des responsabilités sectorielles	Définition des responsabilités territoriales	Signes de progrès dans la mise en place	Contrôle, compte-rendu et participation
Cadre général de la gouvernance pour la GRD (MG)	MG-1A	MG-1B	MG-1C	MG-2	MG-3
Identification des risques (IR)	IR-1A	IR-1B	IR-1C	IR-2	IR-3
Réduction des risques (RR)	RR-1A	RR-1B	RR-1C	RR-2	RR-3
Préparation de la réponse (PR)	PR-1A	PR-1B	PR-1C	PR-2	PR-3
Planification du relèvement après désastre (RC)	RC-1A	RC-1B	RC-1C	RC-2	RC-3
Protection financière (PF)	PF-1A	PF-1B	PF-1C	PF-2	PF-3

## **II. Cadre institutionnel**

Haïti est un cas particulier en ce qui concerne sa structure institutionnelle de gestion des risques. Même si en termes d'évolution historique, nous pouvons dire que ce pays présente des fonctionnements similaires au reste de la région, avec une structure et une législation initialement focalisée sur une stratégie de réponse, qui par la suite a évolué vers une approche systémique et préventive, Haïti n'a pour l'instant pas réussi à établir de cadre juridique précis. En fait, la structure actuelle fonctionne sans le soutien d'une Loi constitutive.

En 2001, le Conseil des Ministres a approuvé le Plan National de Gestion des Risques et des Désastres. Cette approbation, pour des raisons de crises politiques continues au sein du pays et de son impact sur la disponibilité d'archives et de documents de diverses périodes, n'a pu être éditée ni au format papier, ni au format électronique. A cette époque, le Plan national avait mis en place une structure organisatrice et stratégique qui, jusqu'à ce jour, fonctionne avec une reconnaissance nationale et internationale. La structure est la suivante :





L'un des aspects que l'on a pertinemment pu observer pendant la crise après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, a été le fonctionnement de la structure locale prévue dans le Plan National de Gestion des Risques et des Désastres. A différentes reprises, cette structure avait également été validée, par le biais d'outils législatifs nationaux et de projets internationaux entre autres.

L'organisme initialement créé par la loi – l'Organisation Pré Désastres et de Secours OPDES – a été clos en 1998, bien que sa norme de création soit encore en vigueur. D'un autre côté, la Direction de la Protection Civile (DPC), organisme créé à cette période, existe en tant que direction technique du Ministère de l'intérieur, sous la coupe de la Loi Organique du Ministère qui l'a créée. La DPC ne dispose pas de son propre statut juridique, ce qui explique qu'officiellement elle ne peut remplacer l'OPDES, même si dans la pratique depuis presque vingt ans, cela est le cas.

Le Système National de Gestion des Risques et des Désastres de ce fait existe et fonctionne pratiquement dans toutes les structures (voir organigramme), sauf le Comité nationale.

Le Secrétariat Permanent de Gestion des Risques et des Désastres (SPGRD) est une structure multi-institutionnelle, coordonnée par le Ministère des Affaires Sociales, qui non seulement est opérationnel, mais qui se réunit également de manière régulière, chaque semaine.

Les Comités thématiques et sectoriels constituent une instance de coordination envisagée par le Plan, dont plusieurs possèdent une dynamique active, tels que : L'Education et la Formation, les Codes de Construction et l'Alerte précoce aux inondations.

Depuis la création de la Protection civile, la structure civile fonctionne, avec plus de 100 comités communaux (municipaux) organisés suivant un schéma de fonctionnement spécifique.

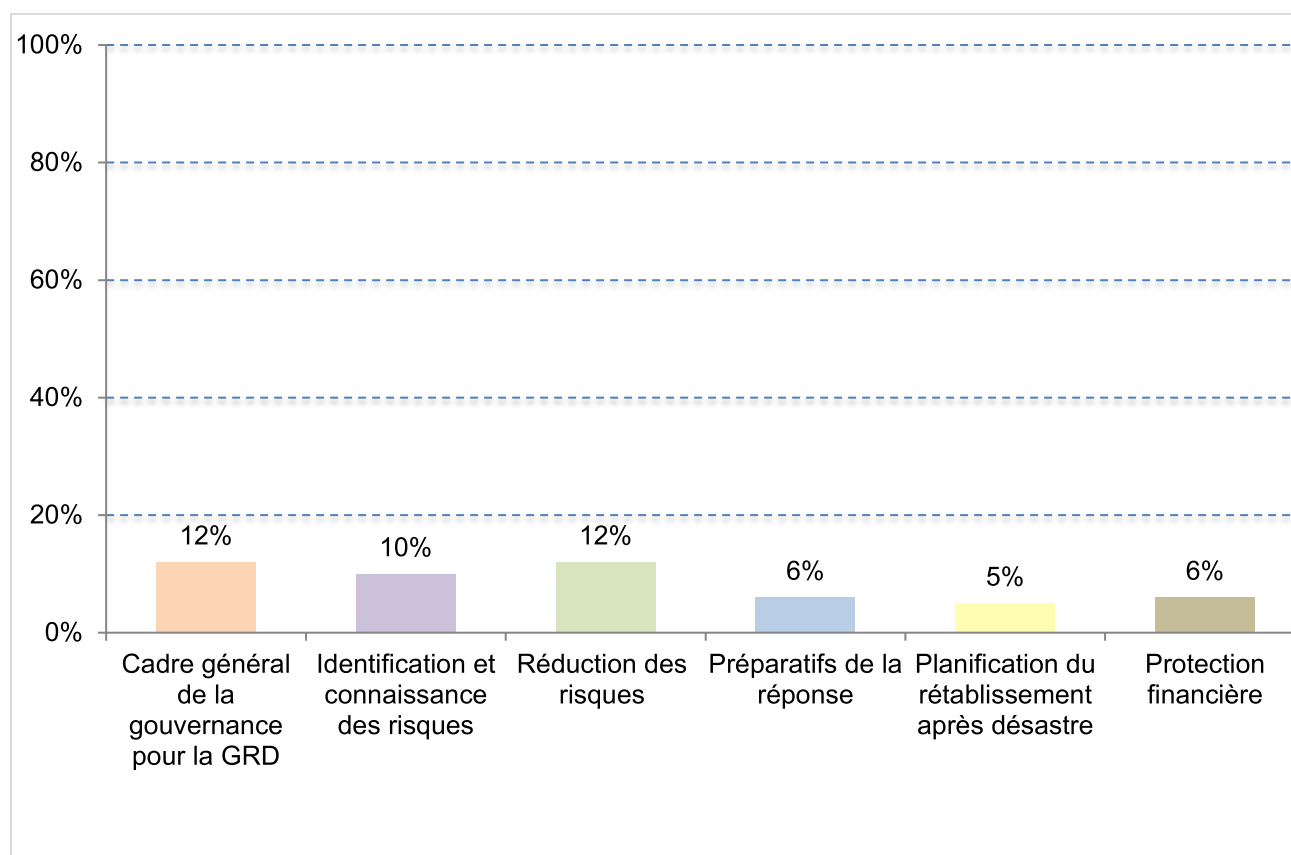
### **III. Analyse par élément**

Dans les tableaux et graphiques suivants, nous pouvons observer les niveaux généraux de conformité des indicateurs de l'iGOPP, par élément, de réforme de politique publique en GRD et par phases de la politique publique.

**Tableau 2 : Eléments de réforme de la politique publique en GRD, selon l'iGOPP Haïti (2013)**

<b>1</b>	Cadre général de la gouvernance pour la GRD	12%
<b>2</b>	Identification et connaissance des risques	10%
<b>3</b>	Réduction des risques	12%
<b>4</b>	Préparatifs de la réponse	6%
<b>5</b>	Planification du rétablissement après désastre	5%
<b>6</b>	Protection financière	6%

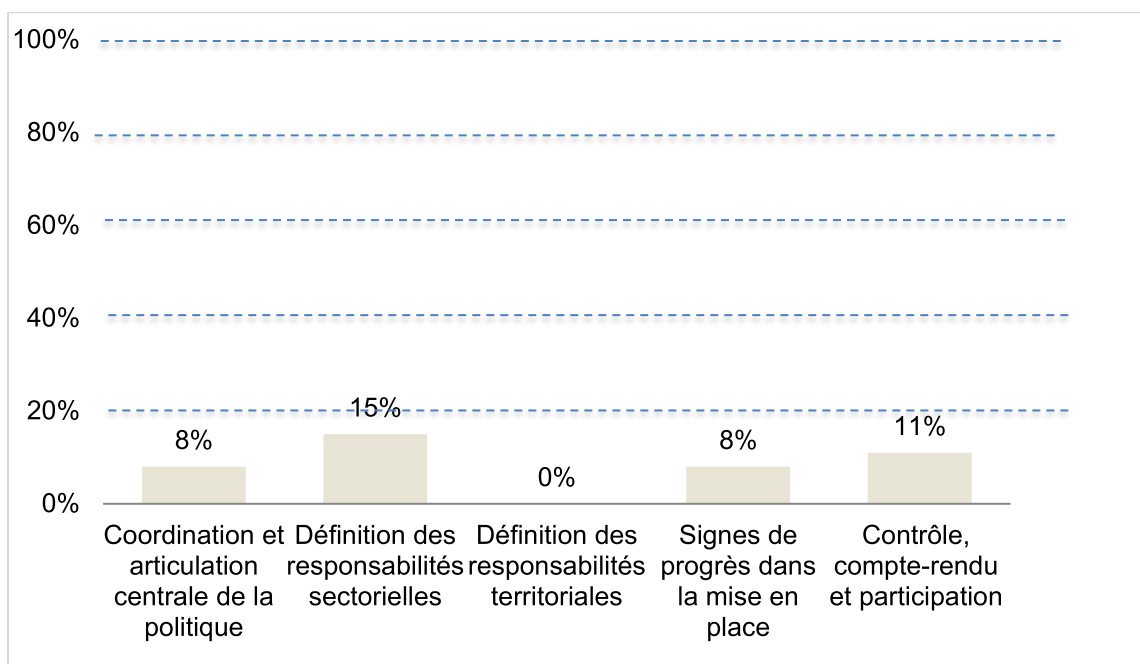
**Graphique 3 : Eléments de réforme de la politique publique en GRD, selon l'iGOPP Haïti (2013)**



**Tableau 3 : Phases de la politique publique selon l'iGOPP Haïti (2013)**

1	Coordination et articulation centrale de la politique	8%
2	Définition des responsabilités sectorielles	15%
3	Définition des responsabilités territoriales	0%
4	Signes de progrès dans la mise en place	8%
5	Contrôle, compte-rendu et participation	11%

**Graphique 4 : Phases de la politique publique selon l'iGOPP Haïti (2013)**



Il est important de noter que, dans l'ensemble, le pays a produit peu de législation depuis la crise de 1991 (premier départ du président Jean Bertrand Aristide). Bon nombre des progrès qui ont été réalisés dans différents domaines de la politique publique, l'ont été par consensus et par le développement d'outils techniques. De ce fait, à diverses périodes, le pays n'a pas eu de Parlement.

Les éléments les plus importants identifiés au niveau du cadre général de la politique publique sont les suivants :

- Le Plan national de développement a clairement intégré la gestion des risques de désastres, avec des objectifs et des cibles spécifiques.
- Haïti dispose d'une plate-forme de coordination avec la société civile (AGERCA) qui travaille de son côté depuis plus de dix ans.

Ci-dessous est représentée pour chaque élément de la GRD, une *analyse qualitative des indicateurs*, organisée selon chacune des phases de la politique publique : 1. Intégration dans

l'agenda du gouvernement et formulation de la politique : 1.1. Coordination et articulation centrale de la politique ; 1.2. Définition des responsabilités sectorielles ; 1.3 Définition des responsabilités territoriales ; 2. Mise en place de la politique : 2.1 Signes de progrès dans la mise en place et 3. Evaluation de la politique : 3.1. Contrôle, compte-rendu et participation

## **a. Cadre général de gouvernance pour la gestion des risques et des désastres (MG)**

*Introduction :*

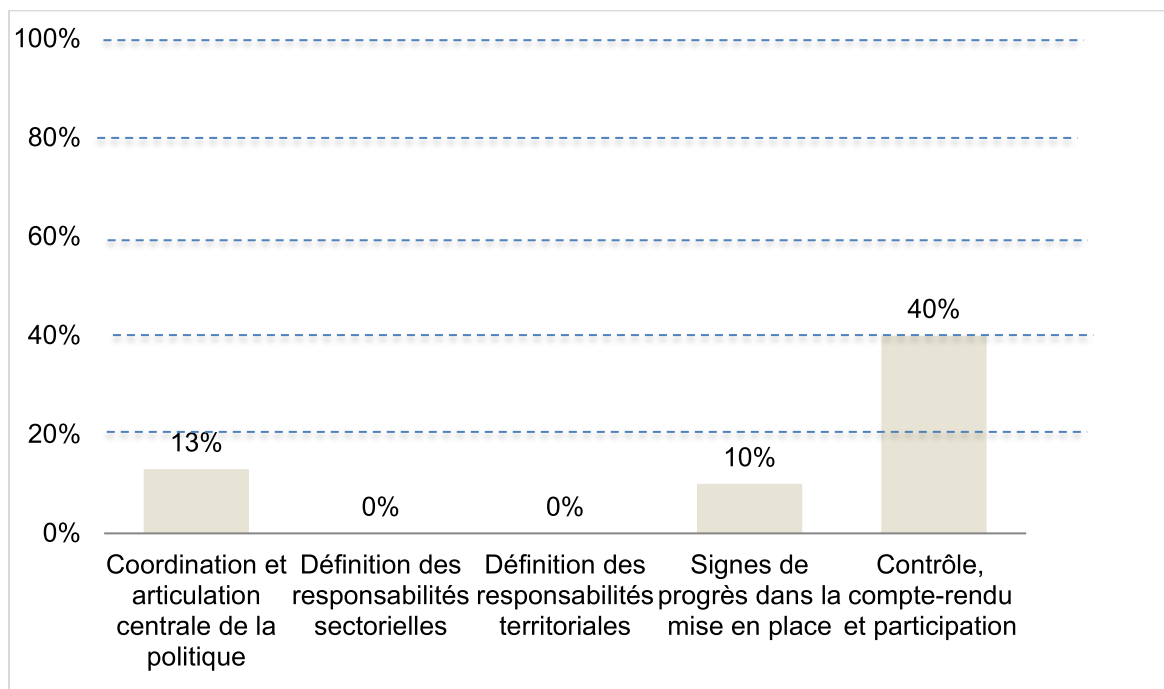
*Résultats obtenus pour l'élément : 12% (faible)*

Les aspects en rapport avec le Cadre général de la gouvernance pour la GRD et son intégration dans l'agenda du gouvernement se situent dans le rang « faible » avec un taux de conformité de 12,5%. Nous pouvons observer que la phase de « contrôle, bilan et participation » atteint le niveau le plus élevé de conformité des indicateurs avec un taux de 40%, tandis que la « définition des responsabilités sectorielles » et la « définition des responsabilités territoriales » ne respectent aucun des indicateurs.

**Tableau 4 : Cadre général de gouvernance pour la GRD par phases de la Politique publique Haïti (2013)**

<b>1</b>	Coordination et articulation centrale de la politique	13%
<b>2</b>	Définition des responsabilités sectorielles	0%
<b>3</b>	Définition des responsabilités territoriales	0%
<b>4</b>	Signes de progrès dans la mise en place	10%
<b>5</b>	Contrôle, compte-rendu et participation	40%

**Graphique 5 : Cadre général de gouvernance pour la GRD par phases de la Politique publique. Haïti (2013)**



Ci-dessous, nous trouvons une description des résultats les plus marquants obtenus pour donner suite à l'analyse de l'iGOPP pour cet élément, conformément aux trois grandes phases de politique publique : 1) Intégration dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique ; 2) Mise en place de la politique et 3) Evaluation de la politique ; pour les différents niveaux observés à l'iGOPP

## **1. Intégration dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique**

### **1.1. Coordination et articulation centrale de la politique**

En ce qui concerne l'intégration de la gestion des risques dans l'agenda politique d'Haïti, nous devons considérer que le pays a traversé diverses crises politiques au cours des 20 dernières années. De même, une mission de stabilisation des Nations Unies a été installée dans le pays et joue un rôle majeur dans les processus liés à la gouvernance du pays.

Tel que nous l'avons déjà évoqué, depuis 2001, une modification a été apportée à la structure institutionnelle pour la gestion des risques dans le pays. Ce changement n'a pas atteint le niveau de Loi, par conséquent, à ce jour, le pays dispose d'une structure stratégique et organisationnelle qui fonctionne réellement sans soutien juridique.

Cependant, un aspect qui montre à quel point, du moins au niveau de l'exécutif, un intérêt politique et stratégique existe dans la gestion du risque, est celui de l'intégration de critères dans le Plan de développement stratégique.<sup>2</sup> Dans le chapitre 4, rubrique 4.3, la gestion des risques (gestion des risques) est considérée comme étant un objectif transversal.

## **1.2. Définition des responsabilités sectorielles**

Aucun indicateur n'est appliqué pour cette phase-ci de la politique.

## **1.3 Définition des responsabilités territoriales**

Aucun indicateur n'est appliqué pour cette phase-ci de la politique.

# **2. Mise en place de la politique**

## **2.1 Signes de progrès dans la mise en place**

Dans cette phase de la politique, 10% des indicateurs sont appliqués. Il existe un dossier budgétaire au sein de la Loi de finances (Loi de finances ) 2013-2014, utilisé par différents secteurs afin d'allouer des ressources pour les activités ex ante de gestion des risques<sup>3</sup> : (i) le Programme pour la Gestion des bassins-versants, qui comprend comme sous-programme un programme d'urgence pour la pré saison des pluies et cyclonique dans la zone des risques climatiques; (ii) le Programme de Modernisation de l'Administration Centrale, qui comprend comme sous-programme le soutien à la Gestion des risques et des désastres, et (iii) le Programme de Gestion et de Développement des Territoires.

---

<sup>2</sup> Voir indicateur MG-1A-5a

<sup>3</sup> Voir indicateur MG-2-3a

Il est important de signaler qu'aucun signe n'a été trouvé dans la Loi de finances 2013-2014 concernant l'allocation de ressources pour des activités d'adaptation au changement climatique<sup>4</sup>.

Nous n'avons trouvé aucun signe de ressource dans le Budget pour financer les activités d'intendance et la coordination de la gestion des risques de désastres dans le pays, car la Direction de la Protection civile est une direction technique du Ministère de l'Intérieur qui ne dispose donc pas de son propre budget (mais reçoit bien des ressources pour remplir ses fonctions).<sup>5</sup>

En ce qui concerne la disponibilité des ressources pour financer les activités ex ante de gestion des risques de désastres, aucun signe d'attribution de fonds disponibles n'a été trouvé.<sup>6</sup> Nous n'avons pas non plus trouvé de signe de fonds disponibles pour financer les activités d'Adaptation au Changement climatique.<sup>7</sup>

En ce qui concerne les mécanismes d'acquisition des outils de transfert des risques, Haïti a participé à la mise en place du Mécanisme d'Assurance contre les Risques dans les Caraïbes (CCRIF), mais il n'a pas des mécanismes financiers pour acheter des assurances.<sup>8</sup> Sont également absentes les incitations budgétaires pour que les secteurs et les territoires attribuent des ressources à la gestion des risques de désastres<sup>9</sup>.

### **3. Evaluation de la politique**

#### **3.1. Contrôle, compte-rendu et participation**

Cette phase de la politique est celle qui dispose du plus haut niveau d'indicateurs de conformité avec deux des cinq indicateurs qui composent le groupe (40%). Nous avons pu constater que le

---

<sup>4</sup> Voir indicateur MG-2-4a

<sup>5</sup> Voir indicateur MG-2-2a

<sup>6</sup> Voir indicateur MG-2-5a

<sup>7</sup> Voir indicateur MG-2-6a

<sup>8</sup> Voir indicateur MG-2-7a

<sup>9</sup> Voir indicateurs Mg-2-9a et MG-2-10a



pays effectue des évaluations périodiques de son progrès dans la GRD <sup>10</sup> au sein de la dynamique du contrôle de conformité du Cadre d'Action de Hyogo.

Un aspect très important est qu'Haïti est l'un des rares pays qui dispose d'un mécanisme permanent pour la participation de la société civile. Le PNGR prévoit la création du Groupe Consultatif de la Société civile,<sup>11</sup> et il existe une association nationale avec une large participation non gouvernementale et privée - l'Alliance pour la Gestion des risques et la Continuité des Opérations (AGERCA) - qui se réunit régulièrement et participe au Secrétariat permanent et au COE.

## **b. Identification et connaissance des risques (IR)**

### *Introduction*

*Résultats obtenus pour l'élément : 10% (faible)*

L'élément d'IR montre une progression globale de 9,66% pour Haïti, pour un rang "faible". En ce qui concerne les phases de la politique publique dans cet élément, nous pouvons observer que le « centre de coordination conjoint de la politique » atteint le plus grand nombre d'indicateurs, avec 25% de conformité. La « définition des responsabilités territoriales » et « le contrôle, le compte-rendu et la participation » ne sont conformes avec aucun des indicateurs.

En ce qui concerne l'identification des risques, le pays dispose d'institutions dédiées à l'observation et l'analyse des menaces, mais ces institutions sont extrêmement faibles. Au cours des dernières années, trois entités ont été créées, avec un rôle significatif à cet égard : l'Observatoire National de l'Environnement et de la Vulnérabilité (ONEV), le Centre National d'Information Géospatiale (CNIGS) et le Comité Intergouvernemental pour l'Aménagement du Territoire (CIAT).

---

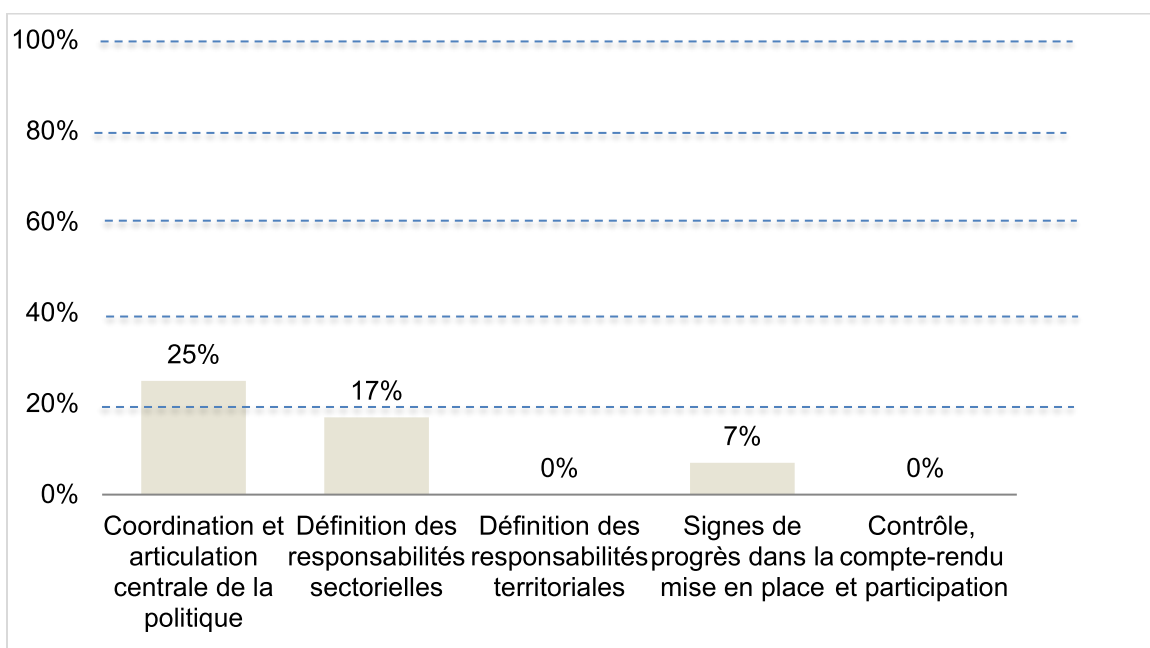
<sup>10</sup> Voir indicateur MG-3-4a

<sup>11</sup> Voir indicateur MG-3-5a

**Tableau 5 : Identification des risques pour les différentes phases de la Politique publique. Haïti (2013)**

<b>1</b>	Coordination et articulation centrale de la politique	25%
<b>2</b>	Définition des responsabilités sectorielles	17%
<b>3</b>	Définition des responsabilités territoriales	0%
<b>4</b>	Signes de progrès dans la mise en place	7%
<b>5</b>	Contrôle, compte-rendu et participation	0%

**Graphique 6 : Identification des risques pour les différentes phases de la Politique publique Haïti (2013)**



Ci-dessous, nous trouvons une description des résultats les plus marquants obtenus pour donner suite à l'analyse de l'iGOPP pour cet élément, conformément aux trois grandes phases de politique publique : 1) Intégration dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique ; 2) Mise en place de la politique et 3) Evaluation de la politique ; pour les différents niveaux observés à l'iGOPP.

## **1. Intégration dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique :**

### **1.1. Coordination et articulation centrale de la politique**

Lors de cette phase, l'un des quatre indicateurs est respecté, ce qui donne un résultat de 25%. En règle générale, il n'existe pas de législation spécifique relative à l'identification du risque ; toutefois, si elle existait, dans le cadre de la législation associée au secteur environnemental<sup>12</sup>, la responsabilité consisterait à collecter les informations relatives aux risques de désastre et à les intégrer aux plans territoriaux.

### **1.2. Définition des responsabilités sectorielles**

Pendant cette phase de la politique, trois indicateurs ont été respectés, avec 17% du total. Les secteurs agricoles et de l'environnement mettent en avant les responsabilités à mettre en place en matière de gestion des risques, dans le cadre des législations qui leur sont propres<sup>13</sup>.

Le sujet sur lequel d'importants progrès ont lieu est celui concernant les normes sur la construction. Actuellement, une définition des catégories de risque des bâtiments existe <sup>14</sup> ; l'une d'elles est la protection civile, où les services essentiels sont fournis en cas de désastre (protection civile où sont fournis les services essentiels en cas de désastre).

### **1.3 Définition des responsabilités territoriales**

Aucun indicateur n'est respecté pour cette phase-ci de la politique

## **2. Mise en place de la politique**

### **2.1 Signes de progrès en matière de mise en place**

Il a seulement été possible de démontrer que le secteur de l'agriculture attribue des ressources, qui peuvent être identifiées par loi de finances 2013-2014, à l'analyse des risques de désastres<sup>15</sup>.

---

<sup>12</sup> Voir indicateur IR-1A-3a

<sup>13</sup> Voir indicateurs IR-1B-8a et IR-1B-9a

<sup>14</sup> Voir indicateur IR-1B-18a

<sup>15</sup> Voir indicateur IR-2-4

En ce qui concerne les entreprises de services publics d'eau et d'assainissement, d'énergie et de télécommunications, aucune preuve d'attribution des ressources pour l'identification des risques de désastre n'a été trouvée<sup>16</sup>.

### **3. Evaluation de la politique**

#### **3.1. Contrôle, compte-rendu et participation**

Aucun indicateur n'a été respecté pour cette phase-ci de la politique.

### **c. Réduction des risques (RR)**

#### *Introduction*

*Résultats obtenus pour l'élément : 10% (faible)*

En termes de la composante RR pour Haïti, l'iGOPP révèle un niveau de conformité de 10,36% des conditions, ce qui dénote un rang « faible ».

Comme dans d'autres éléments, l'absence d'un cadre juridique contraignant, couplé aux conditions générales de la gouvernance du pays, font que le processus de création des risques se développe avec peu de possibilités de contrôle.

L'un des aspects extrêmement importants pour le développement de la GRD dans le pays est la publication récente d'un code national de construction, qui établit les critères de menaces sismiques, d'ouragans et inondations. Le code n'a pas encore été formellement adopté par une norme - et par conséquent l'application de l'iGOPP n'est pas une condition atteinte - mais il marque un horizon certain vers l'adoption de règlements qui, basés sur l'identification des risques, active des mécanismes de prévention et de réduction.

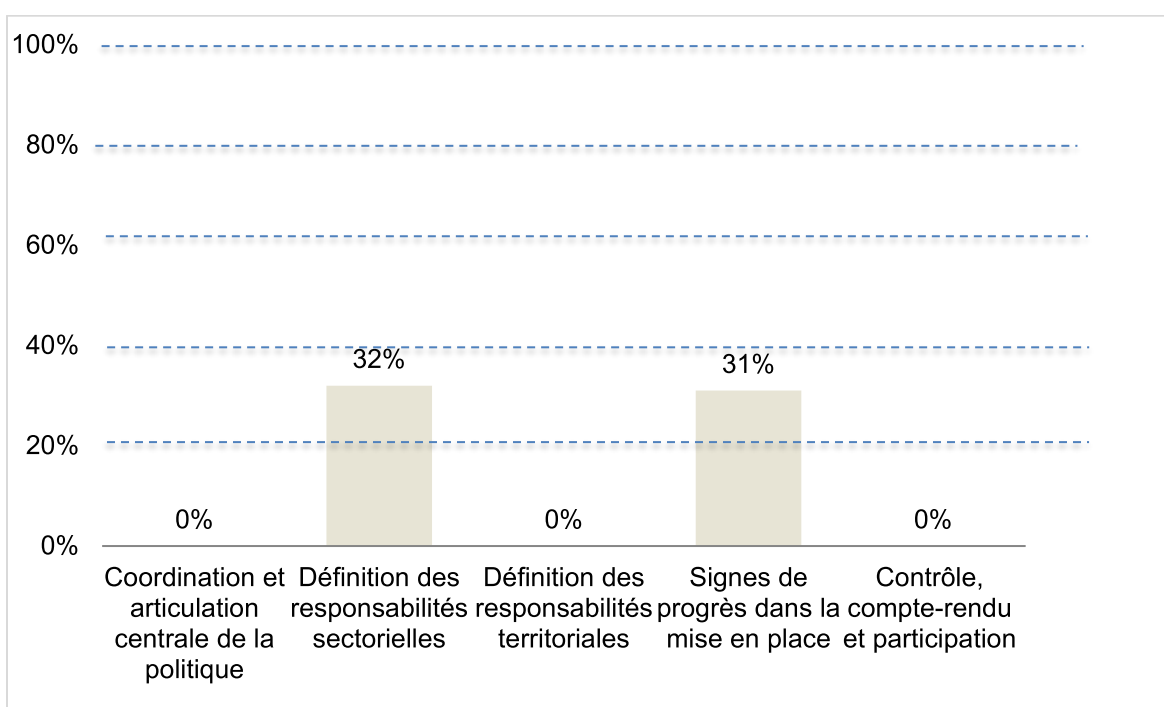
---

<sup>16</sup> Voir indicateurs IR-2-13 et IR-2-14

**Tableau 6 : Réduction du risque par phase de Politique publique Haïti (2013)**

<b>1</b>	Coordination et articulation centrale de la politique	0%
<b>2</b>	Définition des responsabilités sectorielles	32%
<b>3</b>	Définition des responsabilités territoriales	0%
<b>4</b>	Signes de progrès dans la mise en place	31%
<b>5</b>	Contrôle, compte-rendu et participation	0%

**Graphique 7 : Réduction du risque par phase de Politique publique. Haïti (2013)**



Ci-dessous, nous trouvons une description des résultats les plus marquants obtenus pour donner suite à l'analyse de l'iGOPP pour cet élément, conformément aux trois grandes phases de politique publique : 1) Intégration dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique ; 2) Mise en place de la politique et 3) Evaluation de la politique ; pour les différents niveaux observés à l'iGOPP.

## **1. Intégration dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique :**

### **1.1. Coordination et articulation centrale de la politique**

Aucun indicateur appliqué pour cette phase-ci de la politique.

### **1.2. Définition des responsabilités sectorielles**

Avant le séisme de janvier 2010 dans le pays, nous progressions dans l'élaboration de normes pour des constructions résistantes aux séismes. Malheureusement, le séisme est arrivé peu de temps avant que ce processus n'ait été achevé. Cependant, avec la dynamique générée par l'impact de la catastrophe, l'un des aspects qui a été renforcé en termes d'engagement politique et institutionnel, est la publication récente d'un code national de construction <sup>17</sup>(règles de calcul intérimaires pour les bâtiments en Haïti. Surcharges dues à l'usage, au vent et considérations parasismiques) que n'a pas encore été formellement adopté par une norme.

Il a également été possible de vérifier que les règles de gestion environnementale et des secteurs de l'agriculture et de la santé incluent des critères de gestion des risques.<sup>18</sup>

Il a été possible de vérifier que le pays ne dispose pas de règlements exigeant l'intégration de l'analyse des risques de désastres dans les différentes phases du cycle du projet d'investissement public.<sup>19</sup> Il n'existe pas non plus de règlement exigeant la réalisation d'études de changement climatique, dans le cadre du processus de pré-investissement public.<sup>20</sup>

### **1.3 Définition des responsabilités territoriales**

Aucun indicateur n'a été appliqué pour cette phase-ci de la politique.

## **2. Mise en place de la politique**

### **2.1 Signes de progrès en matière de mise en place**

---

<sup>17</sup> Voir indicateur RR-1B-3a

<sup>18</sup> Voir indicateurs RR-1B-6a, RR-1B-7a, RR-1B-8a, RR-1B-9a,

<sup>19</sup> Voir indicateurs RR-1B-17 et RR-1B-19

<sup>20</sup> Voir indicateur RR-1B-18

Cette phase de la politique a les indicateurs de niveau de conformité le plus élevé pour cet élément, avec 31%.

Dans cette application il a été possible de montrer que les secteurs de l'environnement<sup>21</sup>, de l'agriculture<sup>22</sup>, de l'éducation<sup>23</sup>, du transport<sup>24</sup> et d'énergie<sup>25</sup> attribuent des ressources, qui peuvent être identifiées, via la Loi des finances 2013-2014, aux activités de réduction des risques de désastres.

En ce qui concerne les entreprises de services publics d'eau et d'assainissement, d'énergie et de télécommunications, aucun signe d'attribution de ressources à des activités de réduction des risques de désastres n'a été trouvé<sup>26</sup>.

### **3. Evaluation de la politique**

#### **3.1. Contrôle, compte-rendu et participation**

Aucun indicateur n'a été appliqué pour cette phase-ci de la politique.

#### **d. Préparatifs de la réponse (PR) :**

##### *Introduction*

*Résultats obtenus pour l'élément : 6% (faible)*

Les résultats donnés par l'analyse de l'iGOPP démontrent un niveau atteint de 6,03% des indicateurs pour l'élément PR, pour un rang « faible ».

---

<sup>21</sup> Voir indicateur RR-2-1

<sup>22</sup> Voir indicateur RR-2-2

<sup>23</sup> Voir indicateur RR-2-5

<sup>24</sup> Voir indicateur RR-2-7

<sup>25</sup> Voir indicateur RR-2-10

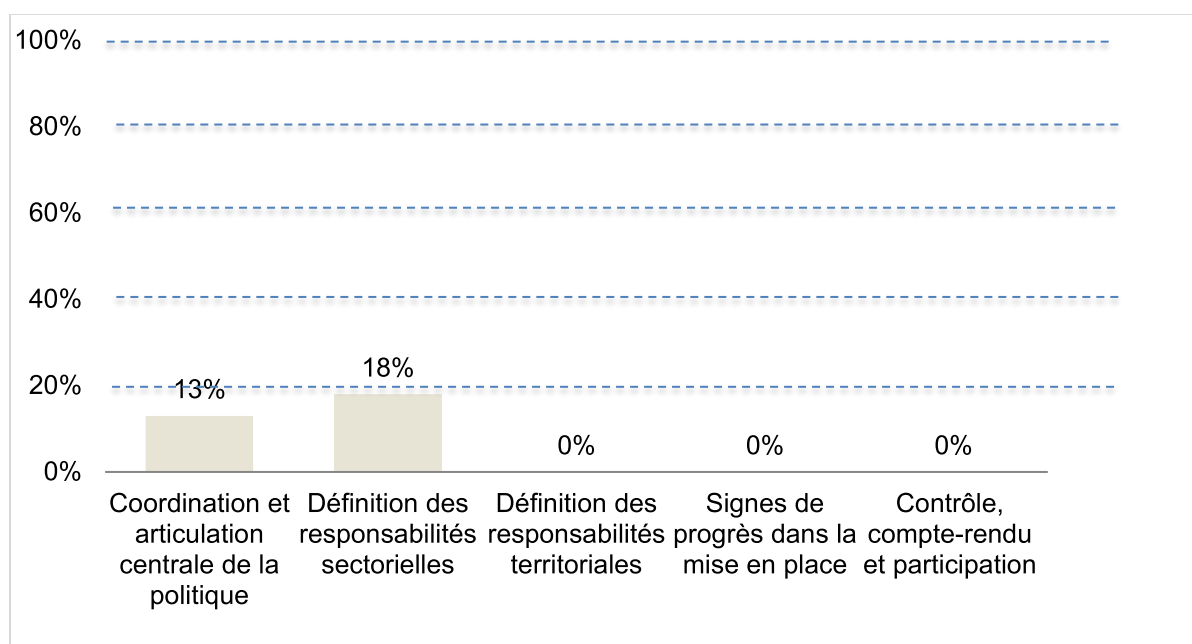
<sup>26</sup> Voir indicateurs RR-2-11, RR-2-12 et RR-2-13

Contrairement à ce qu'on pourrait attendre dans un pays avec des lois créées pour la réponse, ce n'est pas cet élément qui présente le plus haut niveau de conformité. Au contraire, il est non seulement le quatrième élément, mais trois des cinq phases de la politique ne respectent aucun des indicateurs.

**Tableau 7 : Préparation de la réponse par phase de Politique publique Haïti (2013)**

<b>1</b>	Coordination et articulation centrale de la politique	13%
<b>2</b>	Définition des responsabilités sectorielles	18%
<b>3</b>	Définition des responsabilités territoriales	0%
<b>4</b>	Signes de progrès dans la mise en place	0%
<b>5</b>	Contrôle, compte-rendu et participation	0%

**Graphique 8 : Préparation de la réponse par phases de la Politique Publique. Haïti (2013)**



Ci-dessous, nous trouvons une description des résultats les plus marquants obtenus pour donner suite à l'analyse de l'iGOPP pour cet élément, conformément aux trois grandes phases de politique publique : 1) Intégration dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique ;



2) Mise en place de la politique et 3) Evaluation de la politique ; pour les différents niveaux observés à l'iGOPP.

## **1. Intégration dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique**

### **1.1.Coordination et articulation centrale de la politique**

Un seul des huit indicateurs est respecté pour cette phase de la politique, avec un niveau de 13%.

Après le tremblement de terre de 2010, la Loi sur la Situation d'Urgence <sup>27</sup>(Lois sur l'Etat d'Urgence) a été adoptée, établissant des précisions et des modifications de la Situation d'Urgence, inclus dans la Constitution nationale.

### **1.2.Définition des responsabilités sectorielles**

Pour cette phase de la politique, 18% des indicateurs sont respectés. Les secteurs de l'environnement, de l'agriculture et de la santé<sup>28</sup> comprennent au sein de leur réglementation des responsabilités en cours de préparation de réponse.

### **1.3 Définition des responsabilités territoriales**

Aucun indicateur n'a été appliqué pour cette phase-ci de la politique.

## **2. Mise en place de la politique :**

### **2.1 Signes de progrès en matière de mise en place**

Il a été impossible de vérifier l'attribution budgétaire pour la Direction de Protection Civile<sup>29</sup>. Par ailleurs, il n'avait pas été possible de montrer l'attribution des ressources ni aux pompiers, <sup>30</sup>ni au responsable de la prévention et du contrôle des feux de forêt pour les exercices de prévention<sup>31</sup>.

---

<sup>27</sup> Voir indicateur PR-1A-4a

<sup>28</sup> Voir indicateurs PR-1B-3a, PR-1B-4a et PR-1B-5a

<sup>29</sup> Voir indicateur PR-2-1

<sup>30</sup> Voir indicateur PR-2-2

<sup>31</sup> Voir indicateur PR-2-3

Grâce à l'IGOPP, il est évident qu'il n'y a pas de plans d'urgence ou contingence au niveau sectoriel ; il n'a pas non été mis en évidence l'attribution des ressources de certains secteurs à la réponse préventive<sup>32</sup>.

En ce qui concerne les services publics d'eau et d'assainissement, d'énergie et de télécommunications, aucune preuve de l'existence de plans d'urgence ou d'intervention n'a été trouvée<sup>33</sup>.

### **3. Evaluation de la politique**

#### **3.1. Contrôle, compte-rendu et participation**

Aucun indicateur n'a été appliqué pour cette phase-ci de la politique.

### **e. Planification de la récupération (RC)**

*Introduction :*

*Résultats obtenus pour l'élément : 5% (faible)*

Les résultats de l'iGOPP démontrent un rang « faible » pour cet élément, avec 5% de conformité avec les indicateurs concernés.

Sur l'ensemble des indicateurs analysés, un seul a été appliqué, ce qui démontre que les processus associés à la récupération n'ont pas été priorisés lors de la phase de définition de la politique publique, et ce jusqu'à aujourd'hui.

---

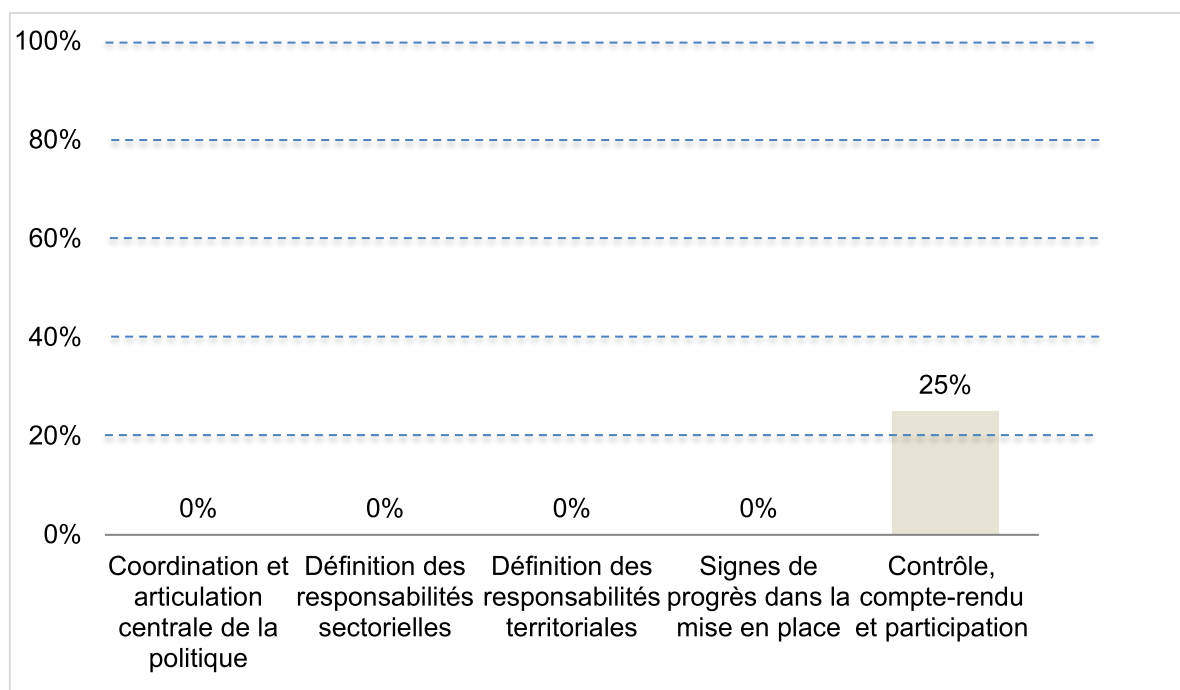
<sup>32</sup> Voir indicateurs PR-2-4 et PR-2-12

<sup>33</sup> Voir indicateurs PR-2-13 à PR-2-15

**Tableau 8 : Planification de la récupération par phase de la Politique publique. Haïti  
(2013)**

<b>1</b>	Coordination et articulation centrale de la politique	0%
<b>2</b>	Définition des responsabilités sectorielles	0%
<b>3</b>	Définition des responsabilités territoriales	0%
<b>4</b>	Signes de progrès dans la mise en place	0%
<b>5</b>	Contrôle, compte-rendu et participation	25%

**Graphique 9 : Planification de la récupération par phase de la Politique publique Haïti  
(2013)**



Ci-dessous, nous trouvons une description des résultats les plus marquants obtenus pour donner suite à l'analyse de l'iGOPP pour cet élément, conformément aux trois grandes phases de politique publique : 1) Intégration dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique ; 2) Mise en place de la politique et 3) Evaluation de la politique ; pour les différents niveaux observés à l'iGOPP.

## **1. Intégration dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique :**

### **1.1. Coordination et articulation centrale de la politique**

Aucun indicateur n'a été appliqué.

### **1.2. Définition des responsabilités sectorielles**

Aucun indicateur n'a été appliqué.

### **1.3 Définition des responsabilités territoriales**

Aucun indicateur n'a été appliqué pour cette phase-ci de la politique.

## **2. Mise en place de la politique**

### **2.1 Signes de progrès en matière de mise en place**

Aucun indicateur n'a été appliqué.

## **3. Evaluation de la politique :**

### **3.1. Contrôle, compte-rendu et participation**

Cette phase est la seule de la politique au cours de laquelle un indicateur a été appliqué. Il a été possible de constater que pendant le désastre de 2010, un mécanisme d'information dirigé à la population a été enclenché, à propos du processus de récupération<sup>34</sup>.

---

<sup>34</sup> Voir RC-3-3a

## **f. Protection financière (PF) :**

*Résultats obtenus pour l'élément : 1% (faible)*

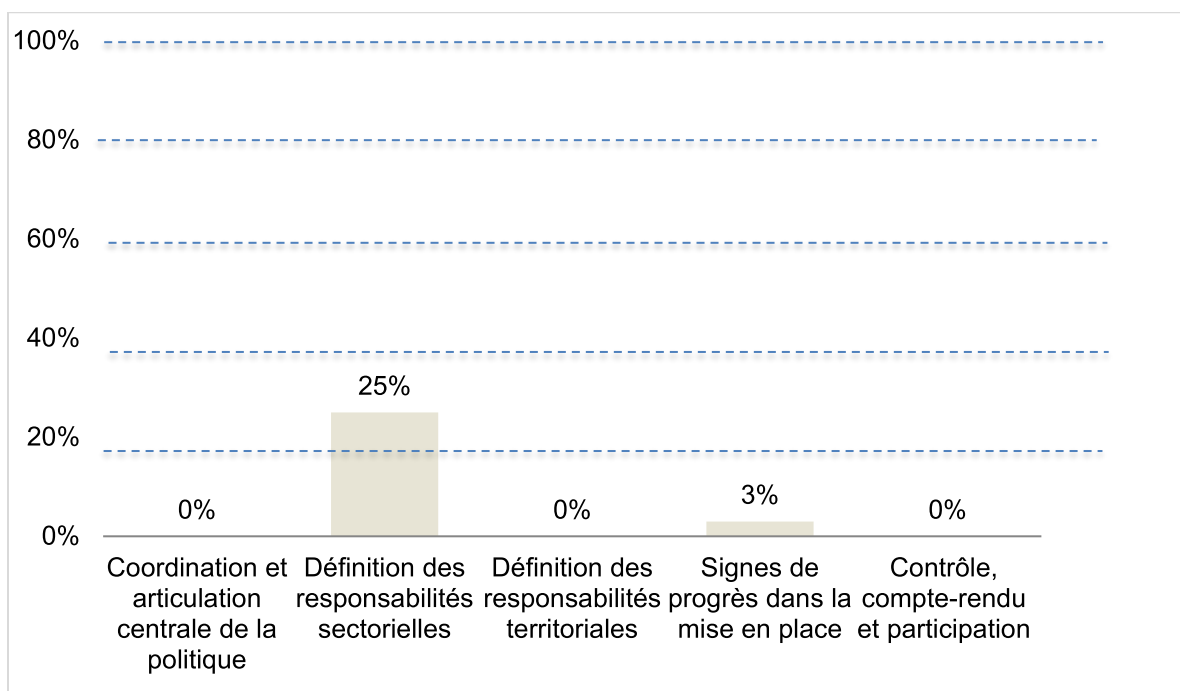
Les résultats de l'iGOPP en ce qui concerne l'élément PF montrent un niveau de progression général « faible », avec 0,51% des conditions menées à bien.

L'analyse de la politique publique permet d'observer que toutes les phases « coordination et articulation centrale de la politique » (0%), « définition des responsabilités sectorielles (0%), « définition des responsabilités territoriales » (0%), « signes de progrès en matière de mise en place » (3%) et « contrôle, bilan et participation » (0%) montrent un niveau de progression général « faible ». (Voir tableau 8, graphique 11)

**Tableau 9 : Protection financière par phase de la Politique publique. Haïti (2013)**

<b>1</b>	Coordination et articulation centrale de la politique	0%
<b>2</b>	Définition des responsabilités sectorielles	25%
<b>3</b>	Définition des responsabilités territoriales	0%
<b>4</b>	Signes de progrès dans la mise en place	3%
<b>5</b>	Contrôle, compte-rendu et participation	0%

**Graphique 10 : Protection financière par phase de la Politique publique Haïti (2013)**



Ci-dessous, nous trouvons une description des résultats les plus marquants obtenus pour donner suite à l'analyse de l'iGOPP pour cet élément, conformément aux trois grandes phases de politique publique : 1) Intégration dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique ; 2) Mise en place de la politique et 3) Evaluation de la politique ; pour les différents niveaux observés à l'iGOPP.

## **1. Intégration dans l'agenda du gouvernement et formulation de la politique**

### **1.1. Coordination et articulation centrale de la politique (PF-1A) :**

Il n'y a pas de réglementation nationale pour la Gestion des Risques de Désastres, par conséquent, il n'y a pas de fonds pour la gestion des désastres créés par la réglementation de la GRD. Nous pouvons remarquer que dans la Loi de finances 2013-2014, 2013, dans la section de Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités territoriales (FGDCT), des ressources pour Fonds d'Urgence sont comprises<sup>35</sup>.

<sup>35</sup> Voir indicateur PF-1A-1

Par ailleurs, aucune preuve de fonds possibles de développement n'a été trouvée afin de financer les secours lors de désastres.<sup>36</sup>

IGOPP n'a trouvé aucune preuve de réglementation qui établit le développement d'une stratégie pour la conservation et le transfert du risque de désastres<sup>37</sup>.

### **1.1. Définition de responsabilités sectorielles (PF-1B) :**

Dans le plan de Développement, l'objectif défini est la promotion de l'assurance du secteur privé<sup>38</sup>. En raison des ressources limitées de l'Etat, plus il y aura d'acteurs privé qui seront couverts, plus il y aura de ressources pouvant être allouées pour aider les plus vulnérables.

L'IGOPP n'a pas pu prouver l'existence de normes qui attribuent des pouvoirs au Ministère de l'Economie et des Finances en matière de protection financière face au risque de désastres<sup>39</sup>.

Concernant les biens publics au niveau sectoriel, il n'y a pas de règlement qui détermine un contrat d'assurance obligatoire<sup>40</sup>.

### **1.2. Définition de responsabilités territoriales (PF-1C) :**

Concernant les biens publics des collectivités locales, aucune preuve n'a été trouvée de l'existence de normes qui déterminent l'obligation de souscrire des contrats d'assurance<sup>41</sup>.

Par ailleurs, nous n'avons trouvé aucun règlement exigeant la mise en place de structures de protection financière en cas de désastres dans des villes de plus de 100.000 habitants<sup>42</sup>. Il n'a pas non plus été mis en évidence que Port au Prince compte sur des fonds d'activités pour la gestion des désastres<sup>43</sup>.

---

<sup>36</sup> Voir indicateur PF-1A-6

<sup>37</sup> Voir indicateur PF-1A-3

<sup>38</sup> Voir indicateur PF-1B-4

<sup>39</sup> Voir indicateur PF-1B-2

<sup>40</sup> Voir indicateur PF-1B-3

<sup>41</sup> Voir indicateur PF-1C-1

<sup>42</sup> Voir indicateur PF-1C-2

<sup>43</sup> Voir indicateur PF-1C-3

## **2. Mise en œuvre de la politique**

### **2.1 Signes de progrès dans la mise en place (PF-2)**

En ce qui concerne les outils de rétention du risque, le pays dispose d'un Fonds de Gestion et de Développement de Collectivités territoriales pour financer les activités de gestion de désastres<sup>44</sup>, qui ne compte pas sur la capacité à accumuler des ressources dans le temps<sup>45</sup>. Par ailleurs, le pays ne dispose pas de Prêts Contingents pour des Urgences de Désastres Naturelles<sup>46</sup>.

En ce qui concerne les stratégies de protection financière pour désastre dans la capitale, Port-au-Prince n'a pas une telle structure<sup>47</sup>.

Concernant les autres outils de transfert des risques, étant donné que l'assurance des biens publics n'est pas obligatoire, nous n'avons trouvé aucune preuve de l'existence de standards pour l'assurance des biens publics<sup>48</sup>, de concessions<sup>49</sup>, et de directives à ce sujet pour les entités territoriales<sup>50</sup>.

En outre, aucune preuve des instruments financiers ex ante pour encourager la relance économique dans les zones touchées par des désastres n'a été trouvée, pour tous les secteurs, y compris le secteur agricole<sup>51</sup>. Il convient de mentionner, qu'un projet est en cours de création afin de créer une réserve de contingence pour la réponse et les urgences agricoles. Par ailleurs, l'iGOPP met en évidence l'absence d'une structure de protection financière pour le secteur agricole<sup>52</sup>. Cependant, des progrès sont réalisés sur un projet d'assurance agricole dans le pays, ledit projet étant mis en œuvre à travers un projet pilote dans deux départements.

---

<sup>44</sup> Voir indicateur PF-2-8

<sup>45</sup> Voir indicateur PF-2-9

<sup>46</sup> Voir indicateur PF-2-11

<sup>47</sup> Voir indicateur PF-2-1

<sup>48</sup> Voir indicateur PF-2-4.

<sup>49</sup> Voir indicateur PF-2-5.

<sup>50</sup> Voir indicateur PF-2-7.

<sup>51</sup> Voir indicateur PF-2-14

<sup>52</sup> Voir indicateur PF-2-15



### **3. Evaluation de la politique (PF 3)**

#### **3.1. Contrôle, compte-rendu et participation**

L'iGOPP révèle l'absence de contrôle, de bilan et de participation en ce qui concerne cet élément<sup>53</sup>; aucun indicateur n'a été appliqué.

---

<sup>53</sup> Voir indicateurs PF-3-1 à PF-3-3

## **IV. Conclusions :**

1. En termes de Règlementation générale, le pays se retrouve dans un grand vide, qui entraîne un ralentissement des avancées dans le domaine de la gestion des risques. Plus spécifiquement, en l'absence d'une clause précise qui déterminerait avec clarté les responsabilités et les outils disponibles, au niveau politique adéquat, nombreuses sont les initiatives qui ne bénéficient que d'un faible impact.
2. Il existe certaines conditions au niveau des plans sectoriels et transversaux, ainsi qu'une dynamique importante renforcée à la suite du tremblement de terre du 12 janvier 2010. Toutefois, cette dynamique sectorielle, très évidente dans des domaines tels que l'agriculture, la santé ou l'énergie et les transports, n'est pas soutenue par des normes sectorielles.
3. Le processus de décentralisation haïtien en est encore à ses débuts, surtout en termes de décentralisation financière et politique. Cela implique que, malgré un intérêt évident dans la majorité des communes (municipalités), les ressources disponibles pour développer la gestion des risques sur le plan territorial sont très faibles.
4. La mise en place d'actions de gestion des risques en Haïti est clairement visible, avec une participation déterminante de la coopération internationale. De la même façon, la majorité des plans et des stratégies ne bénéficient d'aucune norme d'appui.

## V. Recommandations de réforme politique :

Élément de la GRD	Court terme (1 à 4 ans)	Moyen terme (4-8 ans)	Long terme (+ de 8 ans)
<i>a. Cadre général de la gouvernance pour la GRD (MG)</i>			
Améliorer et soutenir les processus de prise de décisions destinés à faciliter l'adoption d'un cadre législatif spécifique propre à la gestion des risques et à l'adaptation au changement climatique		X	X
Promouvoir l'adoption de clauses législatives qui valideraient ou définiraient de manière adéquate la structure institutionnelle responsable de la GRD et qui conférerait à cette même structure le cadre technique et politique nécessaire, ainsi que l'autonomie budgétaire.	X		
Développer un outil permettant d'identifier les attributions budgétaires associées aux activités d'adaptation au changement climatique.	X		

Élément de la GRD	Court terme (1 à 4 ans)	Moyen terme (4-8 ans)	Long terme (+ de 8 ans)
<i>b. Identification et connaissance des risques (IR)</i>			
Promouvoir la mise en place d'une norme qui établirait avec clarté les responsabilités institutionnelles ainsi que les mécanismes d'échanges d'informations	X		
Promouvoir l'adoption d'une infrastructure spécialisée dans la collecte de données géolocalisées, ainsi que des protocoles et	X		

législations permettant l'échange et l'intégration des informations			
Inciter la mise en place de mécanismes de financement afin que les secteurs puissent accéder aux ressources nécessaires pour analyser les risques de désastres.	X		

<b>Elément de la GRD</b>	<b>Court terme (1 à 4 ans)</b>	<b>Moyen terme (4-8 ans)</b>	<b>Long terme (+ de 8 ans)</b>
<i>c. Réduction des risques (RR)</i>			
Développer l'adoption de clauses (au niveau exécutif) qui intégreraient les approches de gestion des risques et l'adaptation au changement climatique	X		
Promouvoir une norme qui établirait expressément la définition des responsabilités en matière de réduction des risques pour l'ensemble des secteurs et des niveaux de gouvernance	X		
Promouvoir une législation qui obligerait à considérer l'analyse des risques de désastres lors de la phase de pré investissement ainsi que pendant les autres phases des processus d'investissements publics.	X		
Promouvoir une législation qui obligerait à considérer les études de changements climatiques afin d'approuver ou non les dépenses publiques.	X		
Encourager la mise en place de mécanismes de financement, afin que les secteurs puissent accéder aux ressources nécessaires pour réduire les risques de désastres.	X		

<b>Élément de la GRD</b>	<b>Court terme (1 à 4 ans)</b>	<b>Moyen terme (4-8 ans)</b>	<b>Long terme (+ de 8 ans)</b>
<i>d. Préparatifs de la réponse (PR)</i>			
Promouvoir l'adoption urgente d'une norme qui validerait et organiserait la structure institutionnelle dédiée aux préparatifs de la réponse	X		
Promouvoir la mise en place de législations, au moins sur le plan de la réglementation, qui organiserait les systèmes de surveillance et d'alerte précoce, selon un schéma prédéfini	X		
Dans le but de renforcer la préparation face aux désastres, il est conseillé d'implanter, dans les différents secteurs ainsi que dans les entreprises prestataires de services publics, l'élaboration de plans d'urgence ou de contingence ou encore de suivi des opérations.	X		

<b>Elément de la GRD</b>	<b>Court terme (1 à 4 ans)</b>	<b>Moyen terme (4-8 ans)</b>	<b>Long terme (+ de 8 ans)</b>
<i>e. Planification de la récupération (RC)</i>			
Promouvoir l'adoption d'un cadre stratégique pour la récupération après désastre	X		
Promouvoir l'adoption de plans préalables à la récupération dans les différents secteurs et Ministères	X	X	
Promouvoir l'adoption de mesures qui rendraient obligatoire l'élaboration de plans de suivi pour les commerces et organismes de services, dans les entreprises prestataires de services publics		X	

<b>Elément de la GRD</b>	<b>Court terme (1 à 4 ans)</b>	<b>Moyen terme (4-8 ans)</b>	<b>Long terme (+ de 8 ans)</b>
<i>f. Protection financière (PF)</i>			
Attribuer des responsabilités au Ministère de l'Economie et des Finances, en ce qui concerne l'instauration d'une stratégie de gestion financière des risques de désastres.	X		
Mettre en place une clause qui obligerait la protection des actifs publics et qui définirait des législations à cet effet.		X	
Développer des études afin d'évaluer les pertes maximales probables en cas d'événements catastrophiques et pour des situations récurrentes.	X		
Mettre en place une structure de protection financière dédiée au secteur agricole.			X

Mettre en place des outils financiers ex-ante destinés à réactiver l'économie dans les secteurs affectés par la catastrophe.		X	
--	--	---	--